



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 25 JUIN 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Aménagement et Urbanisme

L'an deux mille quinze le vingt cinq juin à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	60

Objet de la
délibération:

**SCoT de la Dracénie
- Actualisation des
objectifs et des
modalités de la
concertation**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Bernard CHILINI, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Gilbert BOUZEREAU, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Caroline COLLOMBAT, Anne-Marie COLOMBANI, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Francine REGAZZETTI, Laure REIG, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Valéria VECCHIO, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Alain PARLANTI pouvoir à Nathalie GONZALES, Liliane BOYER pouvoir à Valérie MARCY, Raymond GRAS pouvoir à Bernard CHILINI, Franck AMBROSINO pouvoir à Thierry RUDNIK, Brigitte DUBOUIS pouvoir à Stéphan CERET, Alain HAINAUT pouvoir à Christine NICCOLETTI, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Sylvain SENES, Grégory LOEW pouvoir à Sophie DUFOUR, Fabrice MAGAUD pouvoir à Christine CHALOT-FOURNET, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Gilbert BOUZEREAU, Christine PREMOSELLI pouvoir à Sylvie FRANCIN, David SONNEVILLE pouvoir à Alain VIGIER

ABSENT(S)/EXCUSE(S)

Frédéric MARCEL, Bernard CHARDES, Florence LEROUX

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Hugues MARTIN

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le - 8 JUL. 2015

Transmis le : 07/07/2015

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Par délibération n°2004/45 du 17 juin 2004, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a prescrit l'élaboration de son Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) et défini les modalités de la concertation, conformément aux dispositions de l'article L. 300-2 du Code de l'urbanisme.

Il est rappelé que la démarche de SCOT avait été suspendue en juin 2010 suite aux dramatiques inondations qu'avait subi l'agglomération et qu'il convenait d'attendre les conclusions des nouveaux Plans de Prévention des Risques Inondation (PPRI) qui touchaient 10 communes sur les 16 que comptait alors l'agglomération. Par ailleurs, à cette période, l'évolution des périmètres des Établissements Publics de Coopération Intercommunale devait également être revue.

Les PPRI connus et l'élargissement de la Communauté d'Agglomération Dracénoise étant achevé au 1er janvier 2014, la démarche de SCOT a ainsi pu être relancée en septembre 2014.

Le contexte réglementaire et administratif ayant largement évolué depuis la délibération de juin 2004, il convient de délibérer pour :

- Tenir compte du nouveau périmètre de la Communauté d'Agglomération Dracénoise en vigueur depuis le 1er janvier 2014 (arrêté préfectoral n°13/2012) et d'intégrer à la démarche les communes de Salernes, Sillans-la-Cascade et Saint-Antonin du Var ;
- Mettre à jour les objectifs qui vont guider la mise en œuvre de ce SCOT, conformément aux lois « Grenelle » et « ALUR » ;
- Mettre à jour les modalités de la concertation publique ;
- Informer et consulter les personnes publiques associées à la procédure d'élaboration du SCOT.

Considérant l'article L. 122-6 du Code de l'urbanisme qui prévoit que l'établissement public en charge de l'élaboration du SCOT précise les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation, il est proposé, au regard des réflexions engagées depuis la reprise de la démarche SCOT en septembre 2014, que les objectifs du SCOT de la Communauté d'Agglomération Dracénoise portent sur les aspects suivants :

- 1/ Aménager de manière équilibrée le territoire communautaire, en déterminant et en organisant le bon équilibre entre développement d'une offre en logement diversifiée, notamment pour répondre au défi de la carence en logements sociaux de certaines communes, et la localisation des emplois et des équipements de commerce et de service, ainsi que leur desserte par les réseaux de transport en commun.
- 2/ Analyser la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et fixer les conditions d'une utilisation économe de l'espace afin de maintenir les équilibres entre les espaces du développement urbain et ces espaces affectés aux activités agricoles et forestières, ou protégés au titre de leur qualité environnementale, paysagère ou patrimoniale, caractérisant fortement le territoire communautaire.
- 3/ Créer les conditions du développement économique, commercial et touristique structuré de l'agglomération, en misant sur les atouts du territoire afin d'optimiser ses dynamiques actuelles, son positionnement et sa visibilité à l'échelle régionale, notamment pour définir les termes d'un développement équilibré entre la Ville centre , l'Arc Sud et l'Arc Nord et Ouest de l'agglomération.
- 4/ Poser les jalons des exigences nécessaires en matière de qualité urbaine, architecturale, paysagère et de préservation du patrimoine bâti à l'échelle de l'agglomération, ces éléments participant fortement au cadre de vie en tant qu'atout de notre territoire.
- 5/ Identifier et qualifier les espaces qui devront être préservés en raison de leur qualité en matière de biodiversité et de leur impact sur le grand paysage, en dressant la trame verte et bleue à l'échelle de l'agglomération, en définissant les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques et les conditions de leur maintien, de leur préservation, en lien avec le Schéma Régional de Cohérence Écologique.
- 6/ Définir les conditions de la bonne interface entre le développement nécessaire de l'agglomération et la protection des personnes et des biens face aux risques naturels, cette question étant particulièrement prégnante pour les zones d'activités économiques, fortement touchées par les inondations de juin 2010 et concernées par le PPRI.

- 7/ Anticiper les besoins futurs des populations en programmant et en localisant lorsque cela est possible les grands équipements de services qui structureront l'agglomération et répondront aux attentes des habitants du territoire, notamment en ce qui concerne les équipements nautiques et l'équipement de traitement et de valorisation des déchets.
- 8/ Développer les communications électroniques notamment afin d'assurer une équité à l'accès aux Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication sur l'ensemble du territoire.

Considérant que cette démarche d'élaboration du SCOT devra s'inscrire dans le cadre d'une concertation dans les conditions définies à l'article L. 300-2 du Code de l'urbanisme, il est proposé que les modalités de la concertation prévoient notamment :

1/ La mise à disposition du public des études préalables à l'élaboration du SCOT, pendant toute la durée de son élaboration et jusqu'à l'arrêt du projet. Il en va de même pour les porter à connaissance de l'État, conformément à l'article L. 121-2 du Code de l'urbanisme. Cette mise à disposition sera complétée, en tant que de besoin, par toute nouvelle étude qui serait réalisée au cours de l'élaboration du projet.

Cette mise à disposition se fera :

- Au siège de la Communauté d'Agglomération Dracénoise aux heures et jours habituels d'ouverture des bureaux ;
- Sur le site internet de la Communauté d'Agglomération Dracénoise, par téléchargement ;
- Le public pourra faire connaître ses observations en les consignant dans un registre ouvert à cet effet au siège de la Communauté d'Agglomération Dracénoise, par courrier ou sur le site internet de la CAD à l'adresse mail suivante : scot@dracenie.com

2/ Pendant toute la durée de l'élaboration du projet, des réunions publiques et des expositions seront organisées à l'initiative du président de la Communauté d'agglomération.

A l'occasion de ces réunions publiques, les observations du public seront consignées dans le compte-rendu qui sera dressé, ou pourront être adressées par courrier à la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

Dans le cadre des expositions, le public pourra faire connaître ses observations en les consignant dans un registre, par courrier ou sur le site internet de la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

Ces procès-verbaux, registres ou messages électroniques, seront compilés dans un dossier tenu à la disposition du public dans les locaux de la Communauté d'agglomération tout au long de l'élaboration du projet.

Enfin, les informations sur l'état d'avancement du projet seront diffusées via « DracénieMag », les bulletins municipaux et/ou la presse locale, ainsi que sur le site internet de la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

A l'issue de l'élaboration du projet, le Conseil d'agglomération dressera un bilan de la concertation avant « d'arrêter » le projet et de le soumettre à l'enquête publique.

En conséquence, et au vu de l'avis de la Commission urbanisme du 9 juin 2015, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- Valider la mise à jour des objectifs guidant l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale de la Communauté d'Agglomération Dracénoise ;
- Approuver l'actualisation des modalités de la concertation ;
- Autoriser le Président à signer tout document nécessaire à la bonne réalisation de la procédure et à l'établissement du SCOT.

Conformément aux articles L. 121-4 et L122-6 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- à Monsieur le Préfet du Var ;
- à Monsieur le Président de la Région Provence Alpes Côte d'Azur ;
- à Monsieur le Président du Conseil Départemental du Var ;
- à Monsieur le Président du Parc Naturel Régional du Verdon ;
- à Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var ;
- à Monsieur le Président de la Chambre des Métiers ;
- à Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture ;
- aux Présidents des établissements publics ou syndicats voisins en charge de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation des schémas de cohérence territoriale limitrophes :
 - Communauté de communes du Pays de Fayence,
 - Communauté d'agglomération Var Estérel Méditerranée,
 - Communauté de communes du Golfe de Saint-Tropez,
 - Communauté de communes Cœur du Var,
 - Communauté de communes du Comté de Provence,
 - Communauté de communes Lac et Gorges du Verdon,
 - Communauté de communes Artuby-Verdon,
 - Communauté de communes Provence-Verdon,
 - Syndicat Mixte du SCOT de Provence Verte.
- Aux associations mentionnées à l'article L. 121-5 du Code de l'urbanisme qui peuvent être consultées à leur demande ;
- À Monsieur le représentant de la section régionale de l'institut national des appellations d'origine contrôlée ;
- A Monsieur le représentant de la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 25 juin 2015



Olivier AUDIBERT-TROIN

Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.